

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Variété

Journal de la société statistique de Paris, tome 47 (1906), p. 381-386

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1906__47__381_0

© Société de statistique de Paris, 1906, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III VARIÉTÉ

NOTICE sur l'exposition collective des Institutions patronales des six grandes compagnies de chemins de fer : Est, Midi, Nord, Orléans, Ouest, Paris-Lyon-Méditerranée (France)

Fondées vers le milieu du siècle dernier, les six grandes compagnies françaises de chemins de fer (Est, Midi, Nord, Orléans, Ouest, P.-L.-M.), qui exploitent aujourd'hui une longueur totale de 34 711 kilomètres et occupent un personnel d'ensemble de 255 402 employés et ouvriers, ont toujours été pénétrées de l'importance de leur rôle patronal.

En présence d'un personnel que la nature même de son industrie met à l'abri du chômage, chacune des compagnies s'est ingéninée, dès le début de son exploitation, à faciliter, par les mesures les plus variées, les conditions d'existence de ses agents et à leur assurer, sous des formes diverses, une protection efficace contre la maladie, contre les accidents et contre la vieillesse.

Les notices particulières mises à la disposition du jury par plusieurs compagnies donnent, pour chacune d'elles, un exposé complet de ses institutions et de ses résultats.

La présente notice a donc simplement pour objet d'offrir un commentaire, aussi bref que possible, de l'exposition collective des institutions patronales des six grandes compagnies de chemins de fer, telle qu'elle a été présentée à Milan, dans les mêmes formes et conditions que si les réseaux de l'Est, du Midi, du Nord, d'Orléans, de l'Ouest et de P.-L.-M. ne constituaient qu'une seule et même entreprise.

Un coup d'œil sur les *dix graphiques* qui constituent le tableau présenté à Milan permet de constater qu'on s'est attaché à faire connaître, à quinze ans d'intervalle, en 1890 et en 1904, l'ensemble et les principales catégories des dépenses patronales des compagnies, les recettes, les charges et l'avoir de leurs caisses de retraites, les résultats généraux de leur exploitation pour les actionnaires, pour l'État et pour le personnel.

De plus, en raison de l'importance toute spéciale de la question des pensions, on a cru devoir présenter sous forme de tableaux numériques et à la fin de cette notice, pour chacune des quinze années 1890 à 1904, les renseignements qui offrent le plus d'intérêt à ce point de vue, c'est-à-dire le nombre des agents en service et des pensionnaires, ainsi que le taux moyen des pensions d'employés, de veuves et d'orphelins.

Graphique I. — NOMBRE DES AGENTS ET DES PENSIONNAIRES AU 31 DÉCEMBRE DES ANNÉES 1890 A 1904

En groupant dans ce graphique les deux courbes extrêmes qui représentent le nombre total des agents en service au 31 décembre des années 1890 à 1904 et le nombre total des pensionnaires aux mêmes dates, on a eu pour objet principal de dégager la courbe intermédiaire qui figure le rapport pour cent de l'effectif des titulaires de pensions à l'effectif du personnel en activité.

Dans le nombre des agents en service, on a compris indistinctement tous les employés et ouvriers, hommes et femmes, commissionnés, classés, auxiliaires ou en régie, bien que, dans certaines compagnies, les gardes-barrières soient considérées uniquement comme des aides de leurs maris, qui figurent seuls sur les contrôles et qui émargent seuls, pour le service assuré par leurs femmes aussi bien que pour leur propre travail.

Étant donné, d'autre part, que l'employé ou l'ouvrier se survit, en quelque sorte, dans la personne de ses ayants droit, on a compté, comme pensionnaires, tous les agents, veuve ou orphelins, titulaires de retraites viagères ou de pensions annuelles autres que les pensions pour accidents du travail. Chaque ménage pensionné n'a été compté que pour une seule unité. Chaque veuve et chaque famille d'orphelins ont été considérées comme ayants droit d'un agent décédé et n'ont été comptées également que pour une unité.

On trouvera, page 385, un résumé des renseignements consignés dans ce graphique.

Graphique II. — MOYENNE DES PENSIONS EN COURS AU 31 DÉCEMBRE DES ANNÉES 1890 A 1904

Ce tableau qui présente, comme le précédent, des renseignements établis au 31 décembre de chacune des années 1890 à 1904, ne se rapporte qu'aux agents commissionnés, c'est-à-dire attachés au service des compagnies par un contrat d'une durée illimitée.

Les deux courbes extrêmes donnent, l'une pour les agents, l'autre pour les veuves et les orphelins, le montant moyen des pensions en cours à la fin de chaque exercice. La courbe médiane indique, pour chaque année, la moyenne générale de toutes les pensions considérées en masse (agents, veuves et orphelins).

Les pensions dont le service est fait en tout ou en partie par la *Caisse nationale des retraites pour la vieillesse* ont été portées en compte en additionnant, le cas échéant, la part servie par la compagnie et la part servie par la caisse de la vieillesse et en admettant dans tous les cas :

1° Que l'agent est seul titulaire de la pension de sa femme comme de sa propre pension;

2° Que toutes les pensions ont été liquidées à capital aliéné.
(Voir tableau page 385).

**Graphique III. — VERSEMENTS FAITS POUR LES PENSIONS EN QUINZE ANS
(DE 1890 A 1904)**

Cette planche présente, sous une forme simple, une comparaison instructive.

Dans la période de quinze années, de 1890 à 1904, sans parler des pensions pour accidents du travail, il a été fait, tant aux caisses de retraites des compagnies qu'à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou à tous autres comptes, pour pensions du personnel commissionné ou non commissionné, les versements ci-après, savoir :

Versements des compagnies	568 000 919 fr.
Versements des agents	149 469 847 »

Ces deux chiffres n'ont pas besoin de commentaires.

**Graphique IV. — RECETTES ET DÉPENSES DES CAISSES DE RETRAITES DES COMPAGNIES
EN 1890 ET EN 1904**

(Non compris la compagnie d'Orléans)

Le tableau ci-après suffit à résumer ce graphique, qui ne se rapporte qu'au personnel affilié aux caisses de retraites des compagnies de l'Est, du Midi, du Nord, de l'Ouest et de P.-L.-M., la compagnie d'Orléans n'ayant pas de caisse particulière et faisant tout son service de pensions par l'intermédiaire de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

ÉNUMÉRATION DES RECETTES	En	En	DIFFÉRENCE	DIFFÉRENCE
	1890	1904	ABSOLUE	POUR CENT
	fr.	fr.	fr.	fr.
Versements des compagnies	13 603 381	25 962 601	+ 12 359 220	+ 90,85
Versements des agents	4 414 795	5 499 465	+ 1 084 670	+ 24,57
Revenu des caisses	9 107 364	20 223 781	+ 11 116 420	+ 122,05
TOTAL DES RECETTES	27 125 540	51 685 850	+ 24 560 310	+ 90,54
ÉNUMÉRATION DES DÉPENSES	En	En	DIFFÉRENCE	DIFFÉRENCE
	1890	1904	ABSOLUE	POUR CENT
	fr.	fr.	fr.	fr.
Arrérages des pensions d'agents	13 973 755	31 912 640	+ 17 938 885	+ 128,37
Arrérages des pensions de veuves et orphelins	2 816 397	8 588 753	+ 5 772 356	+ 201,95
Remboursement des retenues en cas de radiation sans pension	516 373	284 030	— 232 343	— 45 »
TOTAL DES DÉPENSES	17 306 525	40 785 423	+ 23 478 898	+ 135,66

Graphique V. — AVOIR DES CAISSES DE RETRAITES DES COMPAGNIES DE 1890 A 1904
(Non compris la compagnie d'Orléans)

Ce graphique a pour objet de faire ressortir, année par année, les variations de l'avoir global des caisses de retraites des cinq compagnies de l'Est, du Midi, du Nord, de l'Ouest et de P.-L.-M. qui, en quinze années, a passé de 248 772 000 fr. à 578 071 000 fr. avec une augmentation d'ensemble de 329 299 000 fr.

Années	Francs	Années	Francs
1890.	248 772 000	1898.	439 212 000
1891.	264 615 000	1899.	450 767 000
1892.	282 591 000	1900.	519 513 000
1893.	301 170 000	1901.	472 709 000
1894.	320 504 000	1902.	488 848 000
1895.	338 041 000	1903.	525 954 000
1896.	393 355 000	1904.	578 071 000
1897.	422 488 000		

Les augmentations anormales correspondantes à certaines années sont dues à des versements supplémentaires exceptionnels de diverses compagnies.

**Graphiques VI et VII. — DÉPENSES PATRONALES POUR ALLOCATIONS DIVERSES,
POUR MALADIES ET POUR PENSIONS EN 1890 ET EN 1904**

Ces deux planches établies sur un même modèle graphique présentent, pour chacune des deux années 1890 et 1904 :

1° Les *dépenses patronales diverses*, qui ont passé de 11 152 678 fr. à 20 115 585 fr. et qui comprennent, notamment : les gratifications (non compris les primes des mécaniciens et chauffeurs), les allocations locales pour cherté de vivres, les allocations périodiques aux agents chargés de famille, les dépenses d'habillement, les dépenses scolaires pour bourses, crèches, ouvroirs, écoles professionnelles, etc. ; les subventions aux économats et aux réfectoires, aux sociétés coopératives de consommation et autres associations ou caisses fondées par les agents, etc. ;

2° Les *dépenses pour maladies*, représentant pour 1904 8 757 038 fr. contre 6 376 608 fr. en 1890 et comprenant les traitements des médecins, les médicaments, appareils, bains et autres remèdes, les salaires de maladie et les frais funéraires ;

3° Les *dépenses pour retraites et pensions*, dont le total, qui était de 20 549 572 fr. pour 1890, s'élève pour 1904 à 42 870 804 fr. se composant des versements des compagnies tant à leurs propres caisses de retraites qu'à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et à tous autres comptes de pensions (à l'exception des pensions pour accidents du travail) ;

4° Enfin, la *récapitulation des trois catégories susdites de dépenses patronales*, représentant ensemble 38 078 858 fr. en 1890 et 71 743 427 fr. en 1904, ce qui fait ressortir, du commencement à la fin de cette période de quinze ans, une augmentation globale de 33 664 569 fr., soit 88,40 %.

**Graphiques VIII et IX. — RECETTES ET DÉPENSES (TOTALES ET KILOMÉTRIQUES)
DES COMPAGNIES EN 1904**

Le VIII^e graphique donne, par grandes catégories de recettes et de dépenses, la décomposition du total général des recettes et dépenses d'exploitation des compagnies, savoir :

<i>Recettes</i>	
Marchandises en petite vitesse.	757 847 066 fr.
Voyageurs	480 653 804
Marchandises en grande vitesse	170 809 754
Autres recettes diverses	26 037 191 .
Total des recettes de l'exploitation.	<u>1 435 347 815 fr.</u>

<i>Dépenses</i>	
Matériel et traction	263 556 578 fr.
Exploitation	241 694 962
Voie et bâtiments	132 632 972
Dépenses générales	80 824 534
Total des dépenses d'exploitation	718 709 046 fr.

La comparaison des deux tableaux qui précèdent fait ressortir pour l'ensemble des réseaux des six grandes compagnies :

Un produit net de **716 638 769 fr.** et un coefficient d'exploitation de **50,07 %** (rapport des dépenses aux recettes).

Le IX^e graphique indique, pour chacune des six compagnies, la longueur du réseau exploité ainsi que le montant de la recette et de la dépense kilométrique, savoir :

	Longueur exploitée	Recette kilométrique	Dépense kilométrique	Produit net kilométrique
	— kilometres	— francs	— francs	— francs
Est	4 922	39 137	21 931	17 206
Midi	3 791	30 376	13 920	16 456
Nord	3 765	63 696	33 987	29 709
Orléans	7 098	32 914	15 517	17 397
Ouest	5 823	33 172	17 511	15 661
P.-L.-M.	9 312	49 502	23 403	26 099
Totaux et moyennes pour les six compagnies .	34 711	41 351	20 706	20 645

Graphique X. — RÉSULTATS GÉNÉRAUX DE L'EXPLOITATION DES SIX COMPAGNIES, EN 1890 ET EN 1904, POUR LES ACTIONNAIRES, POUR L'ÉTAT ET POUR LE PERSONNEL

Le X^e graphique, qui comprend un tableau et un texte explicatif, montre quels ont été, en 1890 et en 1904, les résultats comparatifs de l'exploitation des six grandes compagnies : pour les actionnaires, pour l'État et pour le personnel.

Tandis que, du début à la fin de cette période de quinze ans, la part des actionnaires (intérêt et dividende) restait presque invariable (160 632 000 fr. contre 158 307 000 fr.) avec une légère diminution de 2 325 000 fr. (soit de 1,45 %), la part de l'État en impôts perçus et en économies réalisées sur les transports publics éprouvait une augmentation de 20,61 % qui la portait de 215 273 000 fr. à 259 647 000 fr. et la part du personnel, enfin, s'élevait de 344 837 000 fr. à 477 277 000 fr., avec un accroissement de 132 440 000 francs ou 38,41 % (1).

Dans les sommes afférentes au personnel, les dépenses patronales qui figuraient, il y a quinze ans, pour 38 079 000 fr., entrent aujourd'hui en compte pour 71 743 000 fr. Ce dernier chiffre, qui représente 17,69 % des traitements et 45,32 % du revenu des actionnaires, donnerait des pourcentages notablement plus élevés encore si les compagnies, s'inspirant de l'exemple de certaines administrations, croyaient devoir comprendre, dans le relevé de leurs dépenses patronales, les pensions pour accidents du travail et la solde des journées de congé payées au personnel.

Il convient d'ajouter cependant que ces divers pourcentages ne peuvent avoir qu'une valeur relative, car il est évident que les résultats de la comparaison des dépenses patronales avec le montant total du dividende ou des traitements dépendent essentiellement de l'importance du capital-actions et de l'élévation du taux moyen des salaires.

On trouvera ci-après trois tableaux qui résument, autant que possible, la présente notice.

Le premier indique pour chacune des quinze années 1890 à 1904 l'effectif total du personnel ainsi que le nombre et le montant moyen des pensions en cours.

Le second donne les principaux renseignements généraux sur les conditions et les résultats de l'exploitation des six grandes compagnies en 1890 et en 1904.

Le troisième offre, pour ces deux mêmes années, une récapitulation complète, article par article, des dépenses patronales qui ont été représentées dans les VI^e et VII^e graphiques de l'exposition de Milan et détaillées sommairement dans les lignes consacrées à ces deux tableaux.

1. Les profits procurés à l'État par l'exploitation des réseaux des six grandes compagnies de chemins de fer se composent d'impôts perçus sur les voyageurs et autres transports en grande vitesse, sur les réceptionnés et les lettres de voiture, sur les actions et obligations, etc., et d'économies réalisées sur les transports effectués pour divers services publics (militaires et marins, ministère de la guerre, administrations des postes et télégraphes, des contributions indirectes, etc.).

EFFECTIF DU PERSONNEL — NOMBRE ET MONTANT MOYEN DES PENSIONS

NATURE DES RENSEIGNEMENTS	1890	1891	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904
	EFFECTIF TOTAL AU 31 DÉCEMBRE														
ENSEMBLE DU PERSONNEL															
Nombre total des agents.	218 592	287 395	292 521	240 442	288 414	286 554	295 809	237 668	243 602	249 298	268 885	268 106	264 377	261 965	255 402
Nombre total des pensionnaires	27 670	30 056	32 893	34 784	37 478	40 190	42 886	45 736	48 652	51 692	54 873	57 739	60 802	64 068	66 868
Rapport pour cent des pensionnaires aux agents.	12,66	13,22	13,98	14,47	15,72	16,96	18,20	19,24	20,05	2 074	20,41	21,54	23,00	24,46	26,18
PERSONNEL COMMISSIONNÉ															
Moyenne des pensions d'agents (*)	938,37	910,37	944,89	951,19	968,71	1 028,49	1 034,31	1 036,70	1 041,56	1 048,11	1 056,46	1 064,82	1 071,05	1 078,03	1 082,74
Moyenne des pensions de veuves et orphelins (*)	421,66	428,21	433,95	44,050	44,866	455,36	458,89	460,60	467,14	470,84	479,37	478,98	479,66	484,16	486,61
Moyenne générale des pensions (*)	786,10	789,10	791,83	79,573	808,30	844,46	846,67	848,02	852,09	854,30	85,871	863,49	864,50	870,51	872,36

(*) Bien que les moyennes des pensions en cour, au 31 décembre de chacune des années ci-dessus aillent toujours croissant, elles sont loin d'atteindre les chiffres des pensions, qui se liquident actuellement. C'est ainsi, par exemple, que pour la compagnie de l'Est, les pensions liquidées pendant l'année 1905 ont donné des moyennes de 1 463 fr. pour les agents, de 530 fr. pour les veuves et de 543 fr pour les orphelins avec une moyenne générale de 1 232 fr.

Renseignements généraux sur l'exploitation des réseaux

	1890	1904
Longueur kilométrique moyenne exploitée. km.	30 225	34 711
Parcours kilométrique des trains km.	233 556 978	308 801 698
Effectif total du personnel (1)	218 522	255 402
Total des recettes brutes fr.	1 095 376 150	1 435 347 815
Montant des recettes kilométriques fr.	36 241	41 351
Total des dépenses d'exploitation fr.	558 128 737	718 709 046
Montant des dépenses kilométriques. fr.	18 466	20 706
Rapport des dépenses aux recettes (coefficient d'exploitation). o/o	50,95	50,07
Montant des dépenses de personnel (traitements, salaires, primes aux agents de la traction et des trains et dépenses patronales) fr.	344 837 000	477 277 000
Profits de l'État (impôts perçus et économies réalisées) (2). fr.	215 273 000	259 647 000
Total du revenu distribué aux actionnaires (intérêt et dividende). fr.	160 336 330	158 307 000
Total des dépenses patronales des compagnies (suivant détail ci-contre au tableau des renseignements spéciaux) fr.	38 078 858	71 743 427

1. Y compris 22 000 femmes en 1890 et 25 000 en 1904, parmi lesquelles les 9/10 environ sont chargées du gardiennage des barrières comme auxiliaires de leurs maris et augmentent ainsi les ressources du ménage par une allocation mensuelle et par la gratuité du logement, du chauffage et de l'éclairage.

2. Voir la note inscrite au bas de la page 384.

Renseignements spéciaux sur les allocations patronales

	1890	1904
Gratifications (non compris les primes des agents de la traction et des trains)	4 604 288	7 658 222
Allocations locales pour cherté de vivres.	3 207 809	4 100 295
Allocations périodiques aux agents chargés de famille	298 195	1 676 953
Secours divers aux agents dans l'embarras.	752 098	1 398 285
Contribution aux dépenses d'habillement	472 616	655 401
Subventions aux caisses fondées par les agents, aux sociétés coopératives de consommation, aux économats et réfectoires, etc.	329 390	554 764
Dépenses scolaires (écoles, bourses, crèches, ouvroirs, etc.).	249 417	583 880
Traitements des médecins et autres frais généraux du service médical.	766 498	973 155
Médicaments, appareils, bains, etc.	1 203 671	1 555 797
Salaires de maladie.	4 086 662	5 933 909
Frais funéraires	219 778	294 177
Allocations spéciales de mise à la retraite	911 812	2 176 104
Versements aux caisses de retraites des compagnies.	15 023 381	32 325 874
Versements à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.	3 335 193	6 992 866
Versements pour d'autres pensions (non compris les pensions pour accidents)	779 186	1 375 960
Autres dépenses patronales diverses.	1 238 864	3 492 775
Facilités de circulation, logements, chauffage et éclairage, prêts gratuits, etc.	(Mémoire)	(Mémoire)
TOTAL DES ALLOCATIONS PATRONALES	38 078 858	71 743 427